

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 03 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GUITTERNEL CARRIERES SAS

Carrière de Saint Lubin
Saint Lubin
22210 Plémet

Code AIOT : 0005502400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement GUITTERNEL CARRIERES SAS implanté Carrière de Guitternel 22250 Sévignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière de Guitternel à Sévignac (carrière de granulat) est exploitée depuis la fin du 19e siècle, et a été reprise par le groupe Lessard depuis les années 1980.

Cette carrière est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 9 septembre 2004 modifié le 18 juillet 2013, et ce pour une durée de 20 ans. Aucune modification majeure n'a été apportée sur le site depuis la reprise par le groupe Lessard.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUITTERNEL CARRIERES SAS ;
- Carrière de Guitternel 22250 Sévignac ;
- Code AIOT : 0005502400 ;
- Régime : Autorisation.

Le service d'Inspection a été destinataire de plaintes concernant le bruit et les poussières émis par les installations de traitement des matériaux provenant de la carrière.

L'exploitant réalise ses autocontrôles conformément aux périodicités demandées, et il n'a pas été mis en évidence de non-conformités par rapport aux valeurs réglementaires sur les derniers contrôles relatifs aux poussières et au bruit.

Afin de clarifier la situation, il a été proposé d'engager des contrôles inopinés sur le bruit et les poussières. Ces contrôles seront réalisés par des bureaux d'études choisis par l'Inspection et au frais de l'exploitant. Le contrôle sur les poussières sera programmé durant une période plus représentative.

L'inspection de l'installation a été réalisée conjointement avec le contrôle bruit de la carrière réalisée par le bureau d'étude, sans information préalable de l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les émissions sonores ;
- la Matérialisation du périmètre autorisé ;
- les conditions de remblayage de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Les émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.7	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Matérialisation du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 2.2.1
4	Admission des matériaux	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 5.2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Remblayage - Matériaux admis	Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 5.1.2.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un fait non conforme relatif au respect des émergences admissibles sur deux Zones à Emergence Réglementée : le camping de Rochereuil et la maisonnette située à l'Ouest de la carrière.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet des Côtes-d'Armor de mettre en demeure la société Lessard de se conformer, sous un délai de 8 mois, à l'article 4.7 de son arrêté préfectoral du 9 septembre 2004 concernant les émergences sonores autorisés au droit des Zones à Emergence Réglementée.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est donc joint au présent rapport. En application des articles L.171-6 du Code de l'Environnement une copie de ce rapport est transmise à l'exploitant, notamment dans le cas du contradictoire à réaliser sur le projet d'arrêté.

Deux autres écarts ont été mis en évidence, qui nécessitent une mise en conformité rapide de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Les émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Les émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement</p>
<p>Constats : Un contrôle acoustique des émergences sonores de la carrière a été réalisé en avril 2023 par la société JLBI.</p> <p>Pour mener cette étude, 2 campagnes de mesures ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne 1, le jeudi 6 avril 2023, qui a permis d'évaluer l'activité de la carrière sans le fonctionnement du concasseur. - Campagne 2, le mardi 25 avril qui a permis d'évaluer l'activité de la carrière avec l'ensemble des process en activité représentative (avec le concasseur en fonction). <p>Les 2 campagnes de mesures ont concerné 4 Zones à Emergence Réglementée : la Douve, Le Mézeray, la Maissonnette, le camping de Rochereuil.</p> <p>Lors de ces deux campagnes de mesures, l'inspection des installations classées a été présente pour s'assurer du bon fonctionnement des installations. Lors de la deuxième campagne, nous avons constaté que l'ensemble des installations de traitement des matériaux extraits dont le concasseur primaire ont fonctionné sans interruption.</p> <p>L'étude acoustique réalisé par JLBI conclut que :</p> <p>"En période diurne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emergences <p>Les émergences respectent les seuils réglementaires en dehors des périodes de fonctionnement du concasseur dans les 4 ZER considérées.</p> <p>Les seuils réglementaires sont franchis dans les 2 ZER situées à l'ouest de la carrière à « La Maissonnette » et au « camping de Rochereuil », lorsque le concasseur du primaire est en fonction ; ils sont respectés dans les 2 autres ZER.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tonalités marquées <p>Il n'y a pas de tonalité marquée détectée au cours de la campagne de mesurages dans les 4 ZER considérées. "</p> <p>Ainsi, l'étude acoustique met en exergue un dépassement des émergences réglementaire sur deux Zones à Emergence Réglementée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7,5 dB(A) d'émergence sur le camping de Rochereuil alors que l'émergence admissible est de 6 dB(A) ; • 7 dB(A) d'émergence sur la maisonnette alors que l'émergence admissible est de 6 dB(A) ; <p>Au vu de la conclusion de l'étude acoustique, il est proposé à M. le Préfet des Côtes-d'Armor de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'émergence admissible sur les deux ZER.</p> <p>A l'issue des travaux, un nouveau contrôle de bruit devra être réalisé par l'exploitant afin de vérifier leur efficacité et la conformité aux valeurs limites. Le contrôle devra être réalisé sur les mêmes points de contrôle que ceux pris par le bureau d'étude.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Matérialisation du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation du périmètre autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le périmètre de l'exploitation et celui l'extraction sont matérialisés par une clôture, un bornage ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : Lors de l'inspection du 25/04/2023, il a été identifié en longeant le chemin de l'étang de Rochereuil qu'il est possible d'accéder illégalement aux installations de la carrière. En effet, l'inspection a constaté que le périmètre de l'exploitation de la carrière est actuellement délimité par un merlon présentant une pente relativement faible. En l'état, il est possible pour des individus non autorisés de pénétrer dans la carrière sans rencontrer d'obstacles significatifs. Il est demandé à l'exploitant, d'ici un délai de 15 jours, de renforcer l'accès à la carrière et ainsi garantir la sécurité et l'intégrité de ses installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remblayage - Matériaux admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 5.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage - Matériaux admis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls les déchets solides inertes tels que bétons, tuiles, céramiques, briques, verres, gravats, terres et autres substances minérales ou assimilables au substrat naturel sont admissibles.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les déchets présents sur le site de stockage correspondent à des déchets inertes tels que des gravats, de la terre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Admission des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/09/2004, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour pouvoir servir au remblayage, les matériaux devront faire l'objet d'un contrôle visuel et olfactif à l'entrée du site, puis au déchargement et, enfin, lors du régalage. Le bennage direct des matériaux est interdit. Des bennes permettront de stocker temporairement les déchets refusés lors des tris réalisés sur le site. Leur capacité sera d'environ 50 m3.
Constats : Lors de l'inspection, il a été observé que les matériaux inertes sont déposés à l'entrée de la zone de stockage. Bien qu'aucun déchet non inerte n'a été identifié, l'inspection n'a pas constaté de bennes de tri à proximité de la zone de stockage. L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour en installer une à proximité de la zone de stockage. D'ici ce délai, il devra également délimiter de manière plus visible la zone de déchargement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet